

# diversité

## Entretien avec **Franck Lepage**

*« La démocratie ne peut pas être locale, elle est forcément globale »*

**Franck Lepage**, militant de l'éducation populaire, a cofondé la coopérative Le Pavé en 2007, puis fondé une nouvelle structure d'éducation populaire politique baptisée L'Ardeur, en 2015, qui propose des conférences gesticulées et l'édition d'outils militants.

Entretien réalisé par **Choukri Ben Ayed** et **Céline Calmejane-Gauzins** 2015.

**Choukri BEN AYED.** Pouvez-vous nous dire comment et pourquoi vous est venue l'idée de mettre en scène votre expérience professionnelle dans le domaine de la culture dans des « conférences gesticulées » ?

**Franck LEPAGE.** En 1991, dans un colloque, André Benedetto [auteur, directeur de théâtre et poète français], le « Robespierre » du théâtre français – qui a créé le « off » à Avignon –, m'a dit : « Toi, tu es un conteur, tu n'as rien à faire dans ce colloque, tu dois monter sur une scène de théâtre ! » Ça en est resté là pendant dix ans puis, remercié par la FFMJC lors d'un changement de direction, j'ai revu Benedetto à Avignon, où j'organisais un dernier séminaire avec un économiste de l'Université de Montpellier, Alain Marchand <sup>1</sup>, professeur, militant syndical [1947-2008], sur la vie associative – qu'il appelait « le quart secteur » – comme « fer de lance » du capitalisme. J'ai rappelé cette

lointaine discussion à André Benedetto et lui ai proposé de monter sur sa scène du théâtre des Carmes pour « tout raconter ». Je rappelle que j'ai travaillé avec le cabinet de Toubon, avec celui de Tapie, avec le cabinet de Marie-George Buffet – que j'ai assisté à la mise en place de l'inénarrable « politique de la Ville » et des « contrats éducatifs locaux » –, que j'avais rencontré énormément d'acteurs des politiques culturelles, etc. Ma proposition répondait à deux sentiments contradictoires : à la fois la nécessité d'une sorte de purge – je raconte tout et je passe à autre chose –, mais aussi le sentiment de ne pas savoir quoi faire de tout ce savoir accumulé, ou de devoir témoigner de tout ce que j'avais analysé de l'intérieur du système, de nos bagarres pour l'éducation populaire. J'avais calculé que ce « talk-show » devait durer environ 72 heures, jusqu'à épuisement du dernier spectateur ! Ça a fait rire Benedetto qui m'a proposé de commencer par « une heure, pour voir ». J'étais très déçu : que pouvais-je bien raconter en une heure ? Une heure était un format de spectacle et je n'avais pas du tout l'idée d'un spectacle en tête, mais d'une expérimentation « en vrai », consistant à tenter de

livrer la totalité de mon savoir supposé ! J'ai dit que j'avais besoin d'au moins trois jours pour abattre le capitalisme et Benedetto m'a proposé en riant trois jours, une heure !

■ 1 On peut lire en ligne les deux articles d'Alain Marchand suivants : « Ambiguïté associative et action publique. Les associations dans la gouvernance locale », et « Tiers-secteur et quart-État »

Voilà donc comment je me retrouve à tenter trois fois une heure d'improvisation dans un théâtre à Avignon, en juillet 2004... N'étant pas dans une visée de spectacle, je ne prépare rien, je ne construis rien, je me demande juste de quoi j'ai envie de parler. Parler de la culture, évidemment ! Mais que choisir de dire en une heure ? Je décide de raconter l'histoire de Christiane Faure, qui n'est pas très connue. Parler aussi de l'école – j'avais passé des heures avec les chercheurs de l'INRP (Institut national de La recherche pédagogique) –, de la politique de la Ville, du langage ! Je choisis donc de faire une heure sur la culture, une heure sur l'école et une heure sur le langage.

J'avais fait des études théâtrales à l'université Paris 8-Vincennes dans les années 1980. S'exposer en public était un peu effrayant, mais je savais qu'on n'en mourrait pas. Trois semaines avant d'aller à Avignon, j'ai établi un strict minimum de convention spectaculaire, un début et une fin... Deux objets : le chapeau de paille et les bottes en caoutchouc. Puis un poireau et d'autres bêtises ! Mais pour le reste, rien n'était écrit... Je projetais de mettre des mots dans le chapeau, les tirer au sort et improviser pour chacun : citoyenneté, bicentenaire, développement local, culture, économie sociale...

Je pouvais parler une heure sur cette seule tarte à la crème de la « citoyenneté » – remise justement au goût du jour par les socialistes à l'occasion de leur scandaleux bicentenaire, pour culpabiliser les populations exploitées – et que l'on nous fait confondre avec « civilité » : pour la classe dominante, le citoyen, c'est celui qui se tient bien, qui a des droits et des devoirs... Jankélévitch écrit : « Je serai toujours le gardien de tes droits, jamais le flic de tes devoirs. » Et Louis Sala-Molins [professeur de philosophie, essayiste et militant anarchiste engagé] rappelle : « Est citoyen celui dont la volonté produit du droit. » Des jeunes qui brûlent des voitures en signe de protestation sont infiniment plus « citoyens » que des banquiers qui

### témoigner de tout ce que j'avais analysé de l'intérieur du système

spéculent sur la dette grecque, des conseillers fiscalistes qui aident les riches à échapper à l'impôt, ou des « lean managers » qui mettent des populations au chômage ! Je pouvais parler des heures de l'obscénité de ces faux « concepts », le développement local par exemple, qui n'est rien d'autre que la mise en concurrence capitaliste des « territoires », etc.

L'expérience a donc lieu en 2004 au théâtre des Carmes à Avignon et cela fonctionne : les gens rient, pleurent, et reviennent le lendemain parce qu'ils ont conscience d'assister à quelque chose d'inattendu et d'important. L'année suivante, Benedetto me propose alors son théâtre pour une heure quotidienne, mais sur toute la durée du festival. Je n'avais jamais voulu construire un spectacle mais lui m'offrait une heure dans le festival d'Avignon... Moi qui n'arrêtais pas de m'insurger qu'il n'y avait pas de théâtre véritablement politique – sauf à considérer qu'*Antigone*, c'est du théâtre politique (foutaises !) –, c'est-à-dire pas de théâtre qui parle de la CAF ou d'un contrat de ville, des dispositifs concrets de Pôle emploi ou de l'obscénité du RSA de Martin Hirsch... pour en faire comprendre les ressorts aux spectateurs, je ne pouvais pas me cacher derrière mon petit doigt ! Est-ce que j'étais capable de tenter de produire quelque chose qui en une heure réponde à la convention spectaculaire et soit à la fois politique, au sens de ce que j'appelle « politique » ? J'ai accepté ce défi de tout ramener à une heure de spectacle.

Il fallait que je choisisse parmi mes quatre sujets. J'ai supprimé l'école car la première improvisation que j'avais faite était très haineuse ; je voulais garder l'histoire de Christiane Faure, et l'improvisation sur le langage avait intéressé les gens ; la politique de la Ville prenait trop de places. J'ai donc fait une sorte de mélange entre l'histoire de la culture et celle du langage, avec des transitions complètement tirées par les cheveux : j'étais « prophète de la culture », mon travail consistait donc à dire la vérité officielle ! Je me suis retrouvé avec une étrange construction, entre la culture et le langage, mais à livrer en un temps terriblement contraint d'une heure, et c'est comme cela que j'ai finalement conservé la dénonciation de la langue de bois, mais sans expliquer les choses... Voilà comment je suis arrivé à présenter sur scène, vingt-trois jours de suite, ce que j'ai intitulé pour rire des « conférences gesticulées »... Cela se construisait progressivement, au fil des jours. Les gens riaient de plus en plus car au cours de l'improvisation,

je multipliais les blagues. Un jour, j'ai dit à ma compagne, Alexia Morvan – titulaire d'une thèse sur l'éducation populaire politique, cofondatrice du Pavé en 2007 et de la Trouvaille en 2015 : « Tout le monde rit, c'est n'importe quoi, cela devient du café-théâtre, il faut que je revienne à ce que je voulais faire initialement : la dénonciation sérieuse d'un système aliénant. » Ce à quoi elle a répondu que l'humour avait sa fonction dans mon spectacle... D'où le résultat : les gens riaient pendant 55 minutes et pleuraient pendant 5 minutes !

Je n'avais pas l'intention de faire un dossier, ni d'essayer de vendre ce texte mais, régulièrement, quelqu'un me demandait de venir le présenter à Grenoble, à Villeneuve-Saint-Georges... C'est parti comme cela et cela ne s'est plus jamais arrêté...

**C. B. A.** Décentralisation, local, contrat, projet, acteurs, participation... Ce sont les notions que vous décryptez dans vos conférences. Pourquoi les mots tournent-ils autour de l'action publique territoriale, de la démocratie locale et des habitants ?

**F. L.** L'extension du capitalisme, dans sa dernière mutation, est passée par la destruction des cadres nationaux qui le contraignaient et, donc, des organisations nationales de la classe ouvrière qui permettaient de le combattre. La « mondialisation », comme processus de dérégulation des cadres nationaux, doit s'entendre comme destruction de « l'inter-national, d'où le recours par la classe dominante à des concepts « faux ennemis » comme le « centralisme », le « protectionnisme », ou le « souverainisme », etc. Car le centralisme, c'est notre ami, de fait ! Quand le droit national du travail laisse la place à des accords locaux d'entreprises, le rapport de force est en faveur des dominants. Le capitalisme est organisé d'abord nationalement, quoiqu'on veuille nous faire croire, et détruire les niveaux nationaux de

régulation, c'est lâcher la bride au capitalisme... Et on le voit bien, par exemple avec l'arrivée des projets d'école, l'autonomie des universités, les « agences régionales de santé », etc. La transformation des établissements en petites unités de plus en plus indépendantes les unes des autres, chacune devant faire un projet local... Toute la manipulation consiste à dire aux gens que la proximité, c'est mieux. Et il se trouve des milliers

d'idiots utiles à gauche pour entonner le refrain de la démocratie « locale ». Quand je suis arrivé à la Fédération des MJC, tout le monde vantait le développement local ! Les MJC en sont mortes. De contre-pouvoir associatif dans les années 1970, elles

sont devenues des courroies de transmission de la communication politique municipale, puis plus rien du tout. J'ai été recruté en 1989 comme « Monsieur Culture ». Mais quand je suis allé au ministère de la Culture pour demander de l'argent, on m'a répondu que mon projet ne relevait pas du « culturel » mais du « socioculturel », et qu'il fallait aller voir mon ministère de tutelle. Je suis donc allé à la Jeunesse et aux Sports, j'ai demandé qui s'occupait de la culture, on m'a dit qu'il n'y avait personne, et qu'il fallait que j'aille à la Culture. J'ai dit que j'en venais... Les directeurs de MJC m'ont dit que je devais expliquer que ce que l'on faisait, c'était de « l'éducation populaire ». J'ai demandé ce que c'était, on m'a dit : « Il y a un cours de danse mais c'est de l'éducation populaire : on lève la jambe, on la repose, et c'est de l'éducation populaire. » J'ai demandé : « Quelle est la différence avec le conservatoire ? » On m'a répondu : « Ce n'est pas du tout pareil ! Chez nous, c'est de l'éducation populaire ! » Ils étaient incapables d'expliquer ce concept derrière lequel ils s'abritaient ! Je me suis retrouvé à travailler avec des intellectuels, à organiser des colloques de chercheurs, et à reconstruire cette notion d'éducation populaire qui, en fait, était déjà quasiment perdue comme contre-pouvoir...

L'éducation populaire, avant d'être un concept, est une formule : chacun en propose sa définition. Mais une formule, c'est très utile, car c'est une formule de combat ! Ça recouvre des pratiques tellement différentes qu'on ne peut pas la conceptualiser définitivement. Comment faire cohabiter ses différentes composantes ? Je me suis mis à tenter de reconstruire cette notion avec différents intellectuels, des chercheurs... et je me suis heurté aux modernistes, à l'intérieur de la FFMJC, qui m'ont dit : « Arrête avec l'éducation populaire,

**l'éducation populaire,  
avant d'être un concept,  
est une formule**

c'est dépassé ! Aujourd'hui, il faut parler de développement local ! » Pris dans une querelle entre les anciens et les modernes, entre les gardiens de l'éducation populaire – et de la lutte des classes – et les défenseurs du développement local – et de la soumission à l'ordre marchand –, j'ai navigué dans cette contradiction... Or ce que ces gens racontaient de ce qu'ils mettaient en place au nom du développement local n'était pas excitant du tout. En développant cette question de l'éducation populaire, et donc de la critique sociale, du mouvement social, de l'action collective, je voyais bien qu'il y avait une contradiction terrible entre les deux. Car le lieu du développement local, dans une MJC, était un lieu d'extinction de la critique sociale et de la critique poli-

tique. J'ai compris assez vite que lorsqu'on met des gens autour d'une table pour faire du développement local, quand on réunit les « acteurs » – autrement dit, les « agents » – de la Protection judiciaire de la jeunesse, les travailleurs sociaux, etc., pour faire une réunion au nom du développement local, on élimine d'emblée toute possibilité de critique politique globale des dispositifs qu'on nous propose... Par exemple des écœurants dispositifs « d'insertion » – une notion révoltante contre laquelle les chercheurs et les « acteurs » auraient dû présenter un front uni. Et donc, tout doucement, au fil des mois et des années, j'ai commencé à comprendre, puis à théoriser la question de ce « langage positif », ce langage qui élimine toute possibilité de penser négativement le capitalisme, qui fonctionne sur du bon sens, sur du sens commun. Les projets, c'est magnifique ! Que veux-tu dire contre cela ? Je me suis rendu compte qu'il y avait un éteignoir, quelque chose d'assez terrifiant mais de difficilement contestable. C'est bien de faire du « développement local », mais personne n'est capable d'expliquer ce qu'il appelle « développement » ; car si faire du développement local, c'est avoir deux patinoires

### comment s'attaquer à la notion de qualité ou à la notion d'excellence ?

au lieu d'une, j'appelle cela de l'accumulation, pas du développement !

Le développement ne peut pas exister sans conflit. Et si le conflit est la condition même du développement, un « développement » qui élimine le conflit, c'est autre chose... Et plus j'avancé dans la réflexion, plus je comprenais ce qu'il était en train de se jouer...

Là-dessus, ATAC est arrivé en 1998 et a commencé aussi à nous donner d'autres clés de compréhension sur la privatisation, sur le fait que la mondialisation est une dérégulation et qu'en fait, c'est un vaste système d'extension du capitalisme, de marchandisation généralisée de tous les services publics... Et tout cela passe notamment par des effets joliment appelés des « éléments de langage », qui paralysent complètement l'action... Tu ne peux pas te battre contre une « démarche qualité », c'est impossible, sauf à la dénoncer, à dire que ce n'est pas une démarche qualité, mais une « démarche productivité »... Mais

comment s'attaquer au langage ? Comment s'attaquer à la notion de qualité ou à la notion d'excellence ? Comment expliquer à une personne de la CGT que le concept même d'excellence est un concept psychotique, une injonction totalisante, et donc totalitaire ?

**C. B. A.** Dans les années 1970, à l'origine, l'action locale n'était-elle pas portée par quelques militants mobilisés à des fins critiques ?

**F. L.** Bien sûr, mais parce qu'ils étaient adossés à des organisations nationales ! Ce qui porte au pouvoir « la vague rose », ce sont les MJC, les centres sociaux, les équipements sociaux éducatifs qui, entre les années 1960 et 1970, vont faire un travail d'agitation politique considérable dans les quartiers, dans les villes... Mitterrand lui-même l'aurait dit : ce sont ces associations fédérées nationalement, et donc très puissantes localement, qui ont fait triompher le PS. Les récits des parcours professionnels de directeurs de MJC dans les années 1970 l'expliquent : le directeur organise des grèves de loyers avec les habitants, met tous les loyers à la Caisse des Dépôts tant que les logements ne sont pas rénovés... Comment y parvient-il ? Parce qu'il a avec lui la Fédération française des MJC, qui n'est pas un système local ni régional, mais un système national. Il est totalement protégé : la Fédération va le protéger, le défendre contre la mairie (cela se passe avant la décentralisation) ou, au

pire, le muter ailleurs. Sa carrière n'est pas mise en danger par ses choix politiques. On ne peut prendre de risques que si l'on est protégé ; si l'on n'est pas protégé – et on ne l'est plus dans le « local » –, comment fait-on pour prendre des risques politiques ? On va tout seul, comme un héros, contre le maire de la ville, avec son petit conseil d'administration qui ne suit pas juste parce que vous avez des idées de gauche qui vont mettre la subvention en danger ? C'est cet effondrement des protections nationales, et donc la décentralisation, qui a conduit à détruire la FFMJC, à la transformer en confédération, c'est-à-dire des régions totalement autonomes. Mais on voit bien qu'il y a un discours derrière, c'est le discours régionaliste, qui était lui aussi initialement un discours progressiste. Et c'est là où c'est compliqué : le capitalisme passe son temps à récupérer sa propre critique, c'est comme cela qu'il fonctionne, c'est la force de ce système ! Il récupère le régionalisme, il récupère le localisme pour en faire autre chose que ce que les gens veulent faire.

**C. B. A.** Comment avez-vous vu apparaître, « de l'intérieur », cette professionnalisation de l'action locale, avec toutes ces officines de consultants, de conseillers ?

**F. L.** On a vu arriver des tas de bonimenteurs et de charlatans dans les colloques, des faux prophètes, des faux chercheurs... Il y avait d'un côté, des chercheurs qui s'efforçaient de creuser des questions et de l'autre, ces espèces de nouveaux maîtres de l'idéologie du langage qui articulaient des notions complètement creuses, des cabinets de consultants sur les politiques de la jeunesse qui racontaient des âneries... Ils avaient beaucoup de succès, car ils répondaient à un désarroi des agents locaux. Dans les années 1990, neuf colloques sur dix parlaient de la crise du sens dans le travail social, de la crise du sens à l'école, de la crise du sens... Le sens, je sais ce que c'est, c'est l'explication du conflit social, ou bien si vous

êtes croyant, c'est Dieu ! Le sens, c'est l'explication de l'inégalité. Poser la question du sens, c'est se demander pourquoi je suis à cette place-là dans la société, pourquoi d'autres sont ailleurs.

Ils sont tous dans la « crise du sens » au lieu de faire un travail politique pour expliquer les inégalités – ce que faisait le PC dans les quartiers dans les années 1960. Leurs slogans, comme « Soyons tous acteurs, soyons tous partenaires », ont un côté rassurant mais n'expliquent rien du tout : ce discours reconforte et amène tous les agents de terrain à y adhérer, au lieu de le contester. Il comble un vide, d'une part, et en plus il déculpabilise de ne plus faire un travail politique. Faire de la démocratie, c'est fatigant ! Il faut se battre, il faut prendre des risques, etc. À partir du moment où l'on te dit que ce n'est plus la question, que la question, c'est le développement, alors, il n'y a plus cette bataille à mener pour plus de démocratie.

**C. B. A.** Pourtant, le mot est repris dans l'expression « démocratie locale » ?

**F. L.** Démocratie locale ? Pour moi, c'est un oxymore. Comme disait Luc Carton, historien et philosophe qui a travaillé sur l'éducation populaire, la démocratie ne peut jamais être ni locale, ni sectorielle. Cela n'a absolument pas de sens de faire de la démocratie à l'école, ou de faire de la démocratie entre travailleurs sociaux : la démocratie ne peut pas être locale, elle est forcément globale ; et elle ne peut pas être sectorielle, ou alors on fait passer autre chose pour démocratie. C'est toute la question de la participation dans les quartiers : en effet, sur le papier, c'est très démocratique. C'est juste que les sujets sur lesquels on discute sont futiles ! On peut faire de la démocratie sur les ralentisseurs : c'est de la participation qui ne sert à rien, qui ne représente aucun danger pour aucun pouvoir ! On appelle cela de la démocratie, mais la notion de démocratie locale, c'est un piège ! Le principe même de ce qui devrait être une démocratie locale, c'est la contestation du pouvoir local. La participation, c'est exactement le contraire ! Quand on organise une réunion de quartier, on ne le fait jamais sur le budget de la mairie ou sur les choix du maire – qui fait venir une grande surface par exemple. On comprend bien que la notion de démocratie locale, c'est l'éteignoir de la démocratie ! Luc Carton disait aussi qu'il fallait faire le contraire du slogan « penser global, agir local » : il faut penser local et agir global, il faut faire

la lutte des classes à partir des quartiers. C'est ce qui se passe à l'école avec la citoyenneté : si on redéfinit la démocratie simplement comme le dialogue, la communication, et non pas comme le conflit, on peut faire de la démocratie dans l'entreprise, ou dans son couple... mais quelle utilité ? Que nous vendent les coachs en entreprise ? Une meilleure communication entre la direction et les employés. Pour quel résultat ? Plus de profit. Pour qui ?... Depuis quand les coachs obtiennent une maximisation des salaires ?

**C. B. A.** Comment sortir de l'engrenage que vous décrivez ?

**F. L.** Sortir du piège du local, c'est difficile ! Tout le monde est pieds et poings liés dans ce type de dispositifs : les partis politiques, les organisations... On est dans un système complètement atomisé ! En même temps, on a une culture critique du capitalisme qui n'a jamais

été aussi diffusée, aussi intelligente, on a beaucoup plus d'analyses critiques du capitalisme aujourd'hui qu'il n'y en avait dans les années 1970 ! En 1968, on n'avait pas les connaissances actuelles... Aujourd'hui, grâce à Internet, on a accès à la pensée de Frédéric Lordon, Bernard Friot, Étienne Chouard... On est dans un système très curieux : une culture critique du système très développée, mais pas d'organisation collective pour mettre ces idées en musique... Donc ce sera l'émeute, la révolution, le grand soir – il y a toujours eu des révolutions, il y en aura d'autres. C'est pour cela que nous avons décidé de travailler avec des organisations syndicales car il faut avoir un levier. Les syndicats ont eux-mêmes fait l'objet d'une offensive très puissante à partir de 1971, à partir du moment où le Conseil national du patronat français (CNPF) a décidé de les détruire : les Américains, toujours en avance sur le management, ont expliqué que pour tuer le syndicalisme, il suffisait de rendre la

### **une culture critique du système très développée, mais pas d'organisation collective pour la mettre en musique**

notion de métier impensable et de la remplacer par la notion de compétence. C'est comme cela que s'est mis en place tout le management par la compétence qui est même entré dans l'école, avec les livrets personnels de compétences, « acquis », « non acquis »... Aucun enseignant ne sait d'où cela vient. Qui sait aujourd'hui que la méthodologie de projet nous arrive directement de la « gestion axée résultat », qui elle-même découle de la « théorie de la rationalisation des choix budgétaires », c'est-à-dire de la bande d'ultralibéraux de l'école de Chicago qui, dès l'après-guerre, s'est lancée dans le projet de privatisation de tous les services publics. Qui s'en soucie, occupés que nous sommes à bêler comme des moutons la distinction débile entre le but et les objectifs dans nos projets ?

Alors oui, il faut faire du national, mais faire du national à un moment où le national continue de se déliter avec la mondialisation ! Et alors que le discours national est taxé de protectionnisme !

Je termine ma conférence de façon un peu hasardeuse en disant que l'éducation nationale va disparaître. C'est clair, c'est net, c'est précis, car c'est le projet de l'Union européenne. Ou bien on la défend, mais

sur quelles bases ? Je suis pessimiste car je pense que quand on va régionaliser les compétences éducatives et que les Régions pourront enfin avoir des lycées d'élite, ce sera fini. Pour empêcher cela, il faudrait pouvoir affirmer que l'éducation nationale ne veut pas être privatisée, et le seul moyen, ce serait de proposer une éducation nationale non sélective, car une éducation nationale sélective, c'est un cadeau pour le marché. C'est le principe même de la compétition qu'il faut alors remettre en cause à l'école : une école qui ne met plus de notes, qui ne permet pas de distinguer les enfants les uns par rapport aux autres, ne peut pas être privatisée... Le débat doit donc avant tout porter sur le sens de l'école.

**C. B. A.** La conférence gesticulée paraît aujourd'hui l'espace où il est possible de faire passer un discours critique, là où les autres ne se le permettent plus ?

**F. L.** Oui, c'est la seule façon. On s'est aperçu que c'est un outil très puissant car il s'enracine dans les pratiques, dans l'autobiographie. En fait, c'est de la théorie incarnée parce que c'est le moment où une personne, un enseignant par exemple, décide de se penser comme

sujet politique. Il monte sur scène et dit : « J'ai vécu cela, et maintenant je vais vous expliquer comment ça fonctionne. » C'est extraordinairement puissant, et c'est en train de se développer et de devenir un mouvement, une forme que des gens s'approprient... C'est ce qui ne se passe pas dans les syndicats et dans les délégations politiques ! On a fait un atelier au NPA [Nouveau Parti anticapitaliste], à l'université d'été, et on a expliqué pourquoi il faut partir de l'autobiographie, pourquoi il faut militer à partir de l'autobiographie. Or c'est le contraire de ce qui est fait dans les partis, en général : on dit de ne pas raconter sa vie et que militer, c'est transmettre un discours politique construit, intellectuellement élaboré... Un jour, un conseiller mission locale est même venu me voir en me disant : « Ou bien je fais une conférence gesticulée, ou bien je fais un cancer. » On a travaillé à partir de son expérience à la mission locale pour l'emploi. « L'emploi, il n'y en a pas, il n'y en a plus, il n'y en aura plus,

**l'éducation populaire,  
c'est l'exercice  
coopératif du doute**

donc il reste "locale"... » Il a commencé là-dessus puis, pendant 45 minutes, il m'a cloué dans mon fauteuil ! Il a ajouté un dispositif scénique avec une table, deux chaises, pour raconter comment on accueille le jeune, comment on le fait traîner dans des dispositifs qui ne servent à rien sinon à remplir des statistiques... Tout ce qu'il raconte, il l'a fait : toute la salle est en larmes car il dit des choses vraies à des gens vrais !

Dans un colloque sur les missions locales, on peut trouver une critique de l'insertion par d'éminents chercheurs comme Bernard Eme ou Simon Wuhl, qui expliquent ce qui ne va pas dans la politique de l'em-

ploi, mais cela ne va pas toucher les gens. La conférence gesticulée sollicite l'émotion, met en jeu un mélange d'intellect et d'émotion. C'est un dispositif que l'on a trouvé complètement par hasard, mais qui réalise cela. Et on s'aperçoit que partout où

cela se passe, c'est très puissant ! Il n'y a pas la figure de l'expert – car c'est une figure contre laquelle on se défend – mais celle du « looser » en quelque sorte, celui qui expose ses doutes.

Carton disait d'ailleurs que l'éducation populaire, c'est l'exercice coopératif du doute. Belle définition pour une formule.